

PREFECTURE
de
SAONE-et-LOIRE

=====
1ère Division
2ème Bureau

D1-2 n° 1375

AUTUN REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

5 sept - 1953

TOLIX

LE PREFET de SAONE-et-LOIRE
Officier de la Légion d'Honneur,

48
Vu la loi du 19 décembre 1917 modifiée, relative aux établissements dangereux, incommodes ou insalubres;

Vu le décret du 17 décembre 1918;

Vu, en ses n° 119, 281, 254 et 405, la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes annexée au décret du 15 avril 1958;

Vu, en date du 22 février 1963, la demande présentée par la Société TOLIX, dont le siège est à AUTUN, 20, Rue de Paris, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter sur le territoire de cette ville, dans la zone industrielle, une usine de fabrication de mobilier métallique (établissement de 2ème classe);

Vu les plans et notices produits à l'appui de cette requête;

Vu, en date du 19 avril 1963, le rapport de M. l'Inspecteur Départemental des Services de Secours et de Défense contre l'Incendie;

Vu, en date du 22 avril 1963, le rapport de M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre;

Vu, en date du 30 avril 1963, le rapport de M. le Directeur Départemental de la Construction;

Vu, en date des 4 mai et 24 juin 1963, les rapports de M. l'Inspecteur des Etablissements Classés;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé du 10 au 24 mai 1963 inclus;

Vu l'avis de M. le Commissaire-Enquêteur;

Vu, en date du 4 juillet 1963, la délibération du Conseil Départemental d'Hygiène;

Considérant que les dispositions matérielles projetées et les prescriptions générales et essentielles imposées au présent arrêté sont de nature à obvier suffisamment, en l'état actuel, aux inconvénients que pourraient présenter le fonctionnement de l'établissement pour la sécurité et l'hygiène publiques, ainsi que pour la commodité du voisinage;

Loire, Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de Saône-et-

A R R E T E :

Article 1er - La Société TOLIX, dont le siège est à AUTUN, 20, Rue de Paris, est autorisée à installer et à exploiter sur le territoire de cette ville, dans la Zone industrielle, une usine de fabrication de mobilier métallique comportant des ateliers de chaudronnerie et tôlerie, de travail des métaux par découpage et emboutissage et de peinture rangée en 2ème classe, sous réserve de se conformer et d'observer strictement les prescriptions générales et essentielles énumérées à l'article 2.

Article 2 - Prescriptions générales et essentielles à observer :

- 1°- Les ateliers seront installés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation; tout projet de modification devra avant réalisation faire l'objet d'une déclaration au Préfet.
- 2°- Les ateliers et bureaux seront construits en matériaux résistant au feu, selon les normes prescrites par les règlements en vigueur.
- 3°- Les travaux bruyants pouvant gêner le voisinage sont interdits de 20 h. à 7 h.
- 4°- Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées buées, suies, poussières ou gaz odorants toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.
- 5°- Tous moteurs, tous appareils mécaniques seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par les bruits ou par les trépidations.
- 6°- Les travaux très bruyants seront exécutés dans des ateliers bien clos et au besoin insonorisés.
- 7°- L'atelier de peinture ne devra commander aucun dégagement dans l'usine.
- 8°- L'atelier de peinture sera muni de tous dispositifs d'aspiration des vapeurs et buées de peinture nécessaires pour éviter la diffusion de ces vapeurs tant à l'extérieur de l'usine que dans les ateliers voisins; ce dispositif pourra faire l'objet de prescriptions de sécurité ultérieures s'il se révèle insuffisant.
- 9°- Les eaux résiduaires seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction du Ministre du Commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953), relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, incommodes ou insalubres.

10°- Le chauffage de l'atelier de peinture ne devra comporter aucun appareil à feu nu; il devra y être interdit de fumer et d'apporter du feu; cette interdiction sera largement signalée aux entrées.

11°- Un dispositif spécial de lutte contre l'incendie sera mis en place par le pétitionnaire, après approbation par le Commandant du Centre local de lutte contre l'incendie.

Article 3 - Le présent arrêté pourra toujours être complété ou modifié par l'Administration s'il apparaissait que de nouvelles obligations devaient être imposées à l'entreprise dans le cadre des règlements en vigueur et en vue d'assurer la sécurité, la salubrité et la commodité du voisinage, la santé publique ou la protection de l'agriculture. Il pourra être rapporté si l'intérêt général venait à l'exiger.

Article 4 - Les dispositions du présent arrêté ne dispensent en aucune manière la Société TOLIX de se conformer, préalablement à la réalisation du projet envisagé, à la législation relative au permis de construire.

Article 5 - Ces prescriptions ne peuvent, en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application obligatoire des dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 6 - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où l'établissement n'aura pas été ouvert dans un délai de deux ans ou si l'exploitation en a été interrompue pendant deux années consécutives.

Article 7 - Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage ou du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par le présent arrêté, nécessitera une demande d'autorisation complémentaire de la part de l'exploitant.

Article 8 - Pour toute adjonction à l'exploitation autorisée par le présent arrêté d'une autre industrie classée, quelle que soit la classe, l'exploitant sera tenu de se pourvoir d'une nouvelle autorisation ou de faire une nouvelle déclaration pour cette nouvelle industrie.

Article 9 - Si l'établissement change d'exploitant, le successeur ou son représentant devra en faire la déclaration à la Préfecture, Service des Etablissements Classés, dans le mois qui suivra la prise de possession; il lui sera délivré un récépissé de cette déclaration.

Article 10 - Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 11 - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions selon lesquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie de cet arrêté est déposée aux archives de la Mairie d'AUTUN à la disposition de tout intéressé, sera :

1°- affiché à la porte de la Mairie d'AUTUN; M. le Maire adressera à la Préfecture le procès-verbal d'accomplissement de cette formalité;

2°- inséré dans un journal d'annonces légales du département par les soins du Maire et aux frais de l'exploitant (M. le Maire adressera à la Préfecture le numéro du journal contenant cette insertion).

Article 12 - MM. le Secrétaire Général de Saône-et-Loire, le Sous-Préfet d'AUTUN, le Maire d'AUTUN, l'Inspecteur des Etablissements classés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet d'AUTUN;
- M. le Maire d'AUTUN;
- ~~M. l'Inspecteur des Etablissements Classés;~~
- M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre;
- M. le Directeur Départemental de la Construction;
- M. l'Inspecteur Départemental des Services de Défense et de Secours contre l'Incendie;
- La Société intéressée (S/C. de M. le Maire d'AUTUN).

MACON, le 5 SEP 1963
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : R. CRESPIY

Pour ampliation
Le Chef de Division délégué,

[Signature]

